



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement**

Distr.
GENERALE

DP/1993/18
25 mai 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarantième session
1er-18 juin 1993, New York
Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire

PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE

Questions relatives aux pays les moins avancés

Rapport de l'Administrateur

I. INTRODUCTION

1. Par sa décision 91/16 du 25 juin 1991, le Conseil d'administration a prié l'Administrateur de l'informer, lors de sa quarantième session, des mesures précises que le PNUD aura prises pour répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, compte tenu du programme d'action pour les années 90 (adopté en septembre 1990 par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés), de sa décision 90/34 et des recommandations issues de l'évaluation effectuée en 1990/1991 de la contribution du PNUD au renforcement des capacités des pays les moins avancés en matière de gestion économique et de coordination de l'aide.

2. Les activités du PNUD dans les PMA et ses efforts pour appliquer le Programme d'action doivent être examinées dans le contexte de la situation des PMA en général. Après une baisse en 1991, le produit national brut des 47 PMA a subi une légère augmentation en 1992. En fait, entre 1989 et 1992, le taux de croissance du PNB a été inférieur à celui de la population, ce qui a entraîné un fléchissement du PNB par habitant. Pour ces pays, les termes de l'échange n'ont cessé de se détériorer depuis 1980 et sont maintenant de 20 % inférieurs à ce qu'ils étaient il y a 10 ans. La dette extérieure des PMA est restée stable (environ 113 milliards de dollars en 1991) alors qu'en termes réels ni l'aide publique au développement (APD) qui leur est fournie ni les apports nets de ressources extérieures n'ont augmenté au cours des dernières années.

3. Dans ces conditions, il est essentiel que le PNUD et en fait tous les organismes d'aide redoublent d'efforts en faveur du développement des PMA. Au cours des dernières décennies, le PNUD n'a cessé d'augmenter la part de ses ressources de base allouées aux PMA. Malgré son niveau manifestement élevé, le financement à lui seul ne suffit pas, il faut aussi réexaminer les efforts actuels afin d'en accroître l'efficacité dans l'intérêt des PMA.

4. Les activités du PNUD dans les PMA couvrent de nombreux aspects du développement économique et social, mais deux d'entre eux revêtent une importance particulière et le PNUD les a placés au rang des priorités qu'il appuie au titre de l'aide aux PMA : a) coordination de l'aide et gestion économique et b) développement humain. En conséquence, le présent rapport de l'Administrateur, qui fait suite au paragraphe 4 de la résolution 91/16 du Conseil d'administration en date du 25 juin 1991, porte principalement sur la contribution financière du PNUD au développement des PAM (sect. II), la coordination de l'aide et la gestion financière (sect. III) et le développement humain (sect. IV). Il complète celui qui avait été établi sur le rôle du PNUD dans l'exécution du nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (DP/1993/17) qui traite des questions de développement en Afrique où se trouvent la plupart des PAM.

II. CONTRIBUTIONS FINANCIERES DU PNUD

5. Par sa décision 90/34 du 23 juin 1990, le Conseil d'administration a décidé que les pays les moins avancés recevraient 55 % des ressources disponibles durant le cinquième cycle de programmation (1992-1996). A ces montants s'ajoutent des ressources non liées aux chiffres indicatifs de planification, telles que les ressources provenant du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), dont les ressources sont presque entièrement consacrées aux PMA. Il convient de signaler à cet égard que les ressources du Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés sont pratiquement épuisées depuis la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés alors que dans le Programme d'action en faveur des PMA le Fonds était présenté comme un instrument d'un intérêt particulier pour ces pays. Le Conseil d'administration a maintes fois recommandé aux donateurs de contribuer au Fonds; son appel le plus récent apparaît au paragraphe 5 de la décision 91/16 où il engage la communauté des donateurs à continuer de verser des contributions au Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et à préserver la viabilité du Fonds.

6. Le tableau ci-après donne un aperçu de l'allocation des CIP aux PMA dans les diverses régions. On peut constater une augmentation régulière du pourcentage des CIP attribués aux PMA au cours des deux décennies qui ont suivi le premier cycle de programmation. Un CIP a été attribué à chaque région, la plus grosse part des CIP nationaux étant actuellement allouée aux PMA. Au niveau mondial, les pays dont le revenu par habitant est inférieur à 750 dollars reçoivent actuellement 87 % des ressources affectées par le PNUD aux CIP nationaux, contre 55 % 20 ans auparavant. De ces pays, ceux qui sont officiellement classés dans la catégorie des PMA reçoivent près de 59 % des CIP, contre 33 % lors du premier cycle. La décision prise par l'Administrateur de limiter la programmation à 75 % des CIP nationaux pour le cinquième cycle touche chaque pays dans les mêmes proportions; cette mesure ne changera rien à la répartition des CIP entre les PMA et les pays n'entrant pas dans cette catégorie.

Allocation des CIP aux pays les moins avancés, 1972-1996^{a, b}

(En milliers de dollars)

Allocation des CIP	Premier cycle 1972-1976	Deuxième cycle 1977-1981	Troisième cycle 1982-1986	Quatrième cycle 1987-1991	Cinquième cycle 1992-1996
PMA d'Afrique	261 972 (69,23 %)	518 528 (76,71 %)	671 762 (83,17 %)	988 017 (83,95 %)	1 338 121 (82,57 %)
PMA d'Asie	94 093 (27,89 %)	248 175 (34,60 %)	334 940 (37,26 %)	466 035 (39,03 %)	550 501 (41,10 %)
PMA des Etats arabes	60 000 (26,97 %)	91 700 (35,86 %)	90 200 (45,62 %)	128 375 (50,34 %)	155 998 (57,38 %)
PMA d'Amérique latine	11 000 (4,00 %)	24 073 (7,82 %)	26 125 (12,12 %)	45 236 (16,66 %)	63 943 (22,43 %)
Total	427 065 (32,84 %)	882 476 (43,34 %)	1 123 027 (51,88 %)	1 627 663 (55,25 %)	2 108 563 (58,61 %)

^a Les chiffres concernent les pays actuellement considérés comme PMA ou assimilés aux PMA.

^b Les chiffres entre parenthèses représentent le pourcentage des CIP attribués aux PMA par rapport à la totalité du CIP affecté au bureau régional.

III. COORDINATION DE L'AIDE ET GESTION ECONOMIQUE

7. La contribution du PNUD au renforcement de la capacité qu'ont les PMA de coordonner l'aide extérieure dont ils bénéficient a été évaluée en 1990-1991 à la demande du Conseil d'administration; le rapport d'évaluation a été présenté au Conseil à sa trente-huitième session (1991). Une de ses principales conclusions est que le renforcement des capacités des PMA en matière de gestion de leur développement et de coordination de l'assistance qu'ils reçoivent devrait être une des priorités du PNUD, point de vue auquel a souscrit le Conseil dans sa décision 91/16. Cette recommandation est conforme à celle qui figure dans le Programme d'action pour les années 90 en faveur des PMA, dans lequel il est dit que la coordination de l'aide et la gestion économique devraient être une des priorités des PMA et de la communauté des donateurs, en particulier du PNUD et du FMS/PMA.

8. Au cours des années, le PNUD a mis au point divers instruments pour la gestion économique et la coordination de l'aide, comme le processus des tables rondes, l'analyse et la programmation nationales de la coopération technique (NATCAP) et l'approche-programme, dont beaucoup ont été initialement élaborés dans les PMA. Ces instruments sont de plus en plus couramment acceptés et employés en dehors de ces pays, car leur pertinence pour d'autres types de pays a été reconnue. Pour faciliter cette généralisation, le personnel du Groupe de l'appui et de documentation économiques sur les PMA a été réaffecté aux divisions de pays du Bureau régional pour l'Afrique, qui sont maintenant directement responsables de la mise en oeuvre de ces activités. Pour faire en sorte que le PNUD continue d'accorder une attention prioritaire aux PMA, le poste de coordinateur de l'aide aux PMA a été intégré au Bureau de la politique et de l'évaluation du programme, et le coordinateur a pour tâche de coordonner les activités du PNUD dans tous les PMA. Cette restructuration facilitera

/...

l'intégration des activités et de l'appui à tous les pays dans le domaine de la coordination de l'aide et de la gestion économique, mais ce domaine continuera de focaliser les activités du PNUD dans les PMA.

A. Renforcement des capacités des PMA

9. L'évaluation évoquée plus haut a souligné que la coordination de l'aide devait être considérée comme une partie intégrante de la gestion économique globale, par les PMA, des ressources à leur disposition et que, à ce titre, les activités du PNUD dans ces domaines devraient être totalement intégrées. L'approche-programme est l'instrument idéal pour cette intégration et elle a donc été adoptée dans le domaine de la gestion économique et de la coordination de l'aide, en vue de l'établissement des programmes de pays de nombreux PMA. Des activités en vue de la mise en oeuvre de ces programmes ont déjà été entreprises dans plusieurs PMA. Le processus est particulièrement avancé en Gambie, où le PNUD a aidé le gouvernement à mettre au point sa stratégie de renforcement des institutions dans ce domaine, au moyen d'un programme de développement de la capacité de gestion économique. Le cas de la Gambie donne un bon exemple de la synergie qui peut être réalisée par l'intégration des activités du PNUD dans le domaine de la coordination de l'aide et de la gestion économique. L'approche-programme, qui a été adoptée pour la formulation du programme gambien, a été étroitement associée aux autres instruments du PNUD. Le programme de développement de la capacité de gestion économique a été présenté à la communauté des donateurs à la Table ronde organisée en octobre 1992; le PNUD contribue à son financement par le biais du CIP et ce programme constitue le point de départ d'un programme de coopération technique pour la gestion économique établi dans le cadre des NATCAP. En Asie également, le PNUD joue un rôle important dans l'aide au processus de réforme économique du Laos et dans le renforcement des capacités de l'administration cambodgienne en matière de gestion économique.

B. Les tables rondes

10. Un examen des enseignements tirés par le PNUD des tables rondes organisées en Afrique a été fait en 1990. Il a abouti à une révision des procédures et directives relatives aux tables rondes, ayant pour but de rendre plus efficace et structurée la gestion de ces réunions par le PNUD, ce qui répondait à la recommandation, faite dans le Programme d'action pour les années 90 en faveur des PMA, d'établir un dialogue discipliné et régulier entre les pays bénéficiaires et leurs partenaires de développement dans le cadre de tables rondes et de groupes consultatifs. Ces nouvelles procédures ont été améliorées grâce aux observations formulées par les représentants résidents et les économistes principaux affectés à tous les PMA d'Afrique, ainsi que par des représentants d'autres bureaux du PNUD, réunis lors d'un atelier tenu à Genève en mai 1991. En outre, un examen du processus des tables rondes en Asie et dans le Pacifique a été entrepris en 1991-1992; ses conclusions sont similaires à celles de l'examen fait dans la région de l'Afrique.

11. Ces examens ont permis de cerner les principales lacunes du processus des tables rondes tel qu'il a été géré par le passé : a) le fait qu'il n'était pas suffisamment axés sur le renforcement des capacités des pays bénéficiaires en matière de gestion économique et de coordination de l'aide et b) le fait qu'il n'était pas associé aux autres activités du PNUD dans le pays. En conséquence,

/...

les nouvelles procédures mettent l'accent sur le renforcement des capacités et visent à faire affecter les ressources du PNUD dans les pays concernés par les tables rondes en priorité au renforcement des capacités des pays en matière de gestion économique et de coordination de l'aide. En outre, elles mettent l'accent sur la nécessité d'intégrer le travail des tables rondes dans les activités d'ensemble des bureaux extérieurs et d'assurer une utilisation plus cohérente des différents instruments employés par le PNUD sur le terrain, tels que les NATCAP et les programmes de pays.

12. Les nouvelles procédures et directives ont été présentées aux ministres africains chargés de la planification et des finances à la réunion qui s'est tenue à Windhoek en novembre 1991, où elles ont été approuvées sans réserves. Afin de réduire au minimum les coûts et la charge de travail pour les gouvernements, et d'assurer une coordination plus étroite entre les donateurs, on a mis au point une approche plus simple pour les petits pays dont les capacités sont limitées et qui sont géographiquement isolés, comme les îles du Pacifique. Pour mieux utiliser les ressources, on a décidé que certains des documents macro-économiques établis dans le cadre des activités ordinaires de la Banque asiatique de développement (BASD) seraient utilisés pour les tables rondes.

13. En 1992, le PNUD a organisé des tables rondes, qui ont donné de très bons résultats, pour le Bénin, le Bhoutan, le Burundi, le Cap-Vert, la Gambie, le Laos, le Rwanda, Sao-Tomé-et-Principe et le Yémen. Ces tables rondes ont offert un cadre pour un débat sur les politiques et stratégies nationales de développement et ont permis à la communauté des donateurs de réaffirmer son soutien aux gouvernements concernés. Par rapport aux tables rondes précédentes, on peut noter en particulier une tendance à l'amélioration de la qualité du débat, avec des échanges de vues francs entre donateurs et gouvernements sur les politiques de développement, un intérêt accru des donateurs pour la bonne conduite des affaires publiques, et un rôle plus efficace des gouvernements dans le processus, depuis la préparation des documents jusqu'à la gestion du dialogue. De plus, le PNUD a participé activement à des groupes consultatifs organisés par la Banque mondiale, dans lesquels il a, lorsqu'il y avait lieu, animé des débats sur la coopération technique et le renforcement des capacités. Enfin, en juin 1992, le PNUD a coprésidé avec le Gouvernement japonais une conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge.

C. Analyse et programmation nationales de la coopération technique

14. La coopération technique revêtait une importance particulière pour les PMA, qui avaient davantage besoin d'aide extérieure que les autres pays en développement pour bâtir leurs capacités nationales de développement autonome. Un tiers environ du montant total de l'aide extérieure affectée aux PMA au cours des dernières années l'avait été sous forme de coopération technique. Le volume des ressources mobilisées était appréciable à l'échelle macro-économique, souvent du même ordre que la masse salariale du secteur public ou que les recettes d'exportation. Pourtant, les gouvernements des PMA ne possédaient pour la plupart aucun système adéquat pour la gestion de la coopération technique,

pour la détermination d'objectifs prioritaires en matière de renforcement des capacités et d'apports de coopération technique, pour la négociation d'accords de coopération technique et pour le contrôle de l'exécution de programmes de coopération technique.

15. Depuis 1987, un nombre croissant de pays avaient entrepris d'améliorer leur système de gestion de la coopération technique dans le cadre d'un programme dit d'analyse et de programmation nationales de la coopération technique (NATCAP). L'objectif des NATCAP était de renforcer la capacité du gouvernement bénéficiaire de définir lui-même sa politique et ses priorités en matière de coopération technique. Initialement lancés dans quelques PMA africains, les NATCAP constituaient maintenant un système bien établi, de plus en plus couramment utilisé en dehors des PMA et de l'Afrique. Sur les 40 pays où ce système était en cours d'application, 31 étaient néanmoins des PMA ou "considérés comme tels". Ayant été appliqué plus tôt dans les PMA, le processus y était également plus avancé. Par exemple, cinq des six pays ayant déjà achevé un cycle de NATCAP complet avec élaboration d'un programme de coopération technique étaient des PMA, et 11 des 12 pays accomplissant actuellement la phase II du processus appartenaient également à cette catégorie. Deux pays d'Asie, le Bangladesh et le Népal, sans appliquer effectivement le système des NATCAP, avaient cependant procédé à des opérations analogues aux fins d'évaluation des besoins de coopération technique.

16. Une évaluation du programme des NATCAP, effectuée au cours de la période 1990-1991, avait été soumise au Conseil d'administration. Elle soulignait l'importance de ce programme, qui répondait à un besoin prioritaire des PMA et tenait compte de l'avantage comparatif du PNUD en matière de coordination de la coopération technique. Aux termes de cette évaluation, il était recommandé aux pays d'accélérer le rythme d'application du processus. Il était également noté qu'une importante raison de l'insuffisance des progrès réalisés tenait à l'absence d'une méthodologie bien définie pour l'élaboration des programmes de coopération technique (phase II du processus de NATCAP), et il était recommandé que le PNUD intensifie son appui technique dans ce domaine. Les recommandations accompagnant l'évaluation du programme des NATCAP avaient été mises en oeuvre. En particulier, un travail méthodologique avait été effectué en vue d'élaborer plus avant les directives concernant la préparation des programmes de coopération technique. Un projet de directives avait été examiné au cours d'un séminaire organisé au Sénégal avec la participation des coordonnateurs de NATCAP d'une vingtaine de pays. Ultérieurement, les directives pour l'élaboration des programmes de coopération technique avaient été mises au point et diffusées, en même temps que des directives analogues pour la préparation du document directif sur la coopération technique.

17. Les débats du séminaire organisé au Sénégal avaient permis d'établir que, dans les PMA où le cycle de NATCAP complet avait été achevé, le processus avait contribué à aider les gouvernements à définir des politiques de coopération technique, et que les programmes de coopération technique offraient effectivement un cadre pour établir des priorités, négocier avec les donateurs et contrôler le déroulement des activités de coopération technique.

18. Comme l'avait indiqué l'évaluation de 1991, il restait nécessaire d'accélérer l'exécution des opérations de NATCAP dans plusieurs PMA où les progrès étaient jusque-là restés insuffisants. Alors que la diffusion de la

méthodologie appropriée pour l'élaboration des programmes de coopération technique devait maintenant accélérer la phase II des NATCAP dans tous les pays, la clef d'une application plus rapide du processus demeurait la détermination des pays bénéficiaires à le mettre en oeuvre. A cet égard, l'appui de la communauté des donateurs de chacun de ces pays serait décisif. Toutefois, on continuait dans certains pays à confondre le processus des NATCAP avec une opération du PNUD, bien que ce dernier eût toujours insisté sur la nécessité pour le gouvernement bénéficiaire de prendre le processus en charge et d'en assumer la direction. Ce n'était que lorsque cette conception erronée aurait été rectifiée chez tous les participants aux opérations de NATCAP que l'application du processus pourrait progresser plus rapidement.

IV. DEVELOPPEMENT HUMAIN

19. Le développement humain, qui passe par la lutte contre la pauvreté, est un objectif hautement prioritaire pour le PNUD dans tous les pays, en particulier dans les PMA. Dans ces derniers, l'aide du PNUD au développement humain prend plusieurs formes (soins de santé primaires, développement rural, éducation, etc.), mais on se limitera ici à deux aspects : la coopération du PNUD avec des organisations non gouvernementales (ONG) et ses activités en faveur de la participation des femmes au développement.

20. Dans les PMA, le PNUD exécute ou finance des projets d'assistance à des activités de portée restreinte, dont certaines sont menées par des ONG ou des associations communautaires au profit de groupes à faible revenu dont elles contribuent à soulager la misère. A travers un important programme intitulé "Associés pour le développement", le PNUD encourage des ONG et des groupes communautaires à entreprendre des activités de développement à l'échelon local. En 1991, cette possibilité a été offerte dans 64 pays en développement, dont 23 PMA. Des subventions (35 000 dollars pour les PMA et 25 000 dollars pour les autres pays) ont été accordées à des ONG ayant lancé des initiatives communautaires d'auto-assistance dont le but est de promouvoir des activités rémunératrices pour réduire la pauvreté. En 1992, le FENU a servi à financer, par le biais du programme "Associés pour le développement", des microprojets grâce auxquels neuf PMA ont reçu au total 45 000 dollars de subventions chacun pour la réalisation de petits projets d'équipement.

21. Entre autres activités menées en collaboration avec des ONG dans les pays les moins avancés, on mentionnera celles financées à l'aide des fonds d'appui aux initiatives de base, en général au moyen de prêts renouvelables automatiquement. Le mécanisme a servi à financer des micro-entreprises dans 12 pays d'Afrique, dont 6 PMA ou assimilés (Bénin, Lesotho, Mauritanie, Sénégal, Togo et Zaïre), et un projet régional pour l'Afrique, dont l'objet est d'accorder des prêts à des micro-entreprises et de former leurs gestionnaires. Au Bangladesh, le PNUD a lancé plusieurs projets novateurs pour accroître la participation des femmes au développement; il collabore avec des ONG telles que Shwanirvar et est également associé à des ONG plus importantes, telles que la Grameen Bank, le Bangladesh Rural Advancement Committee et Proshika, pour la réalisation de projets ciblés visant à éliminer la pauvreté.

22. La lutte contre la pauvreté est également une importante composante d'un certain nombre de projets de développement durable financés par le PNUD. On citera, entre autres, le Réseau Afrique 2000, projet régional qui a permis

d'octroyer de petites subventions et de fournir une assistance technique à des groupes communautaires et à des ONG dans neuf PMA, et le programme de petites subventions du Fonds pour l'environnement mondial, qui sera initialement offert dans huit PMA. En Afrique, un projet régional a été mis au point pour renforcer la collaboration entre les ONG, les gouvernements et le PNUD, en aidant les ONG s'occupant de développement national à accroître leurs capacités et en encourageant les ONG et les gouvernements à collaborer efficacement à l'exécution d'activités de développement. Trente PMA d'Afrique ont bénéficié de ce projet régional, sous forme de prestation de services ou d'appui à leurs activités. En Asie, on mentionnera : a) l'initiative Asie-Pacifique à l'horizon 2000 dans le cadre de laquelle une assistance technique est fournie dans 10 pays à des organisations communautaires ou à des ONG pour les aider à améliorer l'environnement dans les zones urbaines défavorisées; b) un projet novateur de promotion de l'esprit d'entreprise et de création de micro-entreprises qui offre, dans sept pays, une assistance technique à des micro-entreprises actives, en zones rurale ou urbaine dans le secteur non structuré.

23. Les initiatives nouvelles comprennent un projet régional d'assistance financière et technique visant à renforcer la capacité des ONG s'occupant de la lutte contre la pauvreté et des stratégies de survie des pauvres en zone urbaine (initiatives locales pour l'environnement urbain ou LIFE) et un projet mondial dont l'objet est d'accroître l'élément "aide à l'équipement" des projets de coopération technique financés par les CIP. Ces deux initiatives seront offertes dans les PMA.

24. Au cours de la période 1992-1996, le PNUD a également l'intention de financer, à l'aide des ressources spéciales du Programme, des activités ayant pour objectif d'aider les ONG locales de PMA ou de pays assimilés à renforcer leurs capacités, principalement dans le domaine de la planification stratégique et du développement institutionnel.

25. Le PNUD ayant reçu pour mandat d'inclure la question de l'élimination des disparités entre les sexes dans toutes les activités de coopération technique, y compris bien entendu celles menées dans les PMA, la Division pour la femme et le développement a entrepris d'élargir ses activités afin de créer des capacités nationales pour l'intégration des femmes au processus de développement. Le PNUD reconnaît que la question doit recevoir une plus grande attention au cours du cinquième cycle de programmation et qu'il faut préparer les bureaux extérieurs à l'intégrer à la programmation. L'objectif du PNUD est que les femmes puissent prendre une part plus large aux décisions qui intéressent également les deux sexes. Des séminaires de sensibilisation ont été organisés à l'échelon national, à l'intention de fonctionnaires du PNUD et de fonctionnaires nationaux.

26. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) lance des activités novatrices dont le but est que les femmes participent pleinement à tous les niveaux du processus de développement. UNIFEM était actif dans 25 PMA et deux pays assimilés en 1991 et a entrepris des projets dans quatre autres PMA en 1992. Les ressources affectées à des programmes d'UNIFEM dans des PMA ont régulièrement augmenté, passant de 277 722 dollars en 1989 à 615 688 dollars en 1990, puis à 1 096 084 dollars en 1991, pour atteindre 2,5 millions de dollars environ en 1992.

V. CONCLUSIONS

27. Le soutien apporté par le PNUD aux pays les moins avancés couvre toute la gamme des secteurs et activités mentionnés dans le Programme d'action des Nations Unies pour les années 90 en faveur de ces pays mais, en raison de leur situation particulière, le PNUD a décidé de donner la priorité à la question de la coordination de l'aide et de la gestion économique et à celle du développement humain. Pour la première, le PNUD a progressivement mis au point divers instruments tels que les tables rondes, les NATCAP et l'approche-programme. Au cours des années à venir, la tâche essentielle sera d'exploiter simultanément ces différents mécanismes pour élaborer une stratégie globale de renforcement des institutions nationales chargées de définir et d'appliquer les politiques de développement. La situation est analogue en ce qui concerne le développement humain. Le PNUD a toujours été actif dans les différents secteurs que recouvre généralement cette notion. Compte tenu des recommandations du Programme d'action des Nations Unies et du Rapport sur le développement humain, le moment semble venu de définir une approche globale du développement humain dans les PMA. C'est la stratégie que suit le PNUD dans un nombre croissant de ces derniers et à laquelle il donne corps dans les programmes de pays.
